



DRAFT RAPPORT

Réunion de réflexion sur

LA CONFERENCE MINISTERIELLE POUR LA COOPERATION
HALIEUTIQUE ENTRE LES ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE
L'OCEAN ATLANTIQUE



MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION
AMONG AFRICAN STATES BORDERING
THE ATLANTIC OCEAN

**La piraterie maritime au large du littoral atlantique
africain : Ampleur et perspectives pour une lutte plus efficace**

**Maritime piracy off the African Atlantic coastline: Extent
and prospects for a more effective fight**

18-19 Septembre 2017, Tanger, Maroc

Tanger (Maroc), 18-19 Septembre 2017

INTRODUCTION

1. Du 18 au 19 Septembre 2017, s'est tenue à Tanger (Maroc) une réunion de réflexion sous le thème **''La piraterie maritime au large du littoral atlantique africain : Ampleur et perspectives pour une lutte plus efficace ''**.
2. Ont participé à cette réunion :
 - Les délégués des Etats membres suivants : Cameroun, Congo, Cote d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Guinée, Guinée Equatoriale, Maroc, Nigeria, République Démocratique du Congo, Sao Tome et Principe, Sénégal, Sierra Leone.
 - Les organisations régionales, sous régionales et institutions suivantes :
 - L'Union Africaine Bureau, Interafricain des Ressources Animales (UA/BIRA) ;
 - La Commission de l'Océan Indien (COI), le Comité des Pêches pour le Centre Ouest du Golfe de Guinée (CPCO) ;
 - La Commission Régionale des Pêches du Golfe de Guinée (COREP) ;
 - L'Organisation de Coopération et de Développement économiques (OCDE) ;
 - La Commission Internationale pour la Conservation des Thonidés de l'Atlantique (ICCAT) ;
 - l'Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM) d'Abidjan ;
 - L'Institut de politique et des affaires internationales londonien - Chatam House.
 - Des experts indépendants en droit maritime international, et en opérations de lutte contre la piraterie maritime.

La liste des participants figure en **Annexe I**.

CEREMONIE D'OUVERTURE

3. Ouvrant la séance Monsieur **Mohamed Drissi** a souhaité au nom du Ministre marocain de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts la bienvenue aux représentants des pays membres de la COMHAFAT, ainsi qu'aux distingués invités aux travaux de cette réunion de réflexion.
4. Il a ensuite souligné qu'en matière de sécurité maritime, le Maroc assure la coordination des opérations de sauvetage à l'intérieur de la zone nationale et de la région Nord et Ouest de l'Afrique. La conduite de cette mission conformément aux responsabilités qui incombent au Maroc sur les plans national, régional et international, est confiée au Département de la pêche Maritime.

5. Madame Mme **Cathérine HEMA** au nom de Monsieur **Kobenan Kouassi ADJOUMANI**, Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de la République de la Côte d'Ivoire et Président en exercice de la COMHAFAT a souhaité la bienvenue à tous les participants.
6. Elle a ensuite mis l'accent sur l'attention particulière accordée à la piraterie maritime tout en rappelant l'importance du Golfe de Guinée avec ses immenses ressources pétrolières, halieutiques et biologiques, qui méritait tous les efforts afin de sécuriser la navigation sur ces voies d'eaux. .
7. Pour clore son discours, elle a félicité la COMHAFAT pour cette initiative et a déclaré ouverts les travaux de cet atelier.
8. MONSIEUR **Abdelouahed BENABBOU**, Secrétaire Exécutif de la COMHAFAT a remercié les autorités marocaines à travers MONSIEUR **Aziz AKHANNOUCH**, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc, pour son appui constant à la COMHAFAT et son engagement permanent en faveur de la coopération halieutique en Afrique.
9. Il a remercié la Côte d'Ivoire pour sa présidence marquée de la COMHAFAT, l'OFCF pour son appui et son accompagnement, ainsi que les organisations sous régionales pour leur coopération.
10. Il a également rappelé que ces journées de réflexion s'inscrivent dans le cadre du plan d'action de la COMHAFAT au titre de l'année 2017. Elles ont pour but de contribuer et se veut une contribution aux efforts de la communauté internationale visant à faire des mers et des océans des espaces sécurisés, propice au développement des pays riverains et au-delà.
11. Pour introduire le thème de la rencontre, il a évoqué que malgré l'énorme potentiel que représente un littoral de plus de 14 000 km, la région COMHAFAT reste confrontée à de nombreuses menaces, dont la plus visible est la piraterie maritime, qui compromet sérieusement la contribution socio-économique que peuvent procurer ses activités maritimes.
12. Ces journées de réflexion ont pour objectif de favoriser un échange d'informations sur piraterie maritime et sur les solutions à développer pour une plus grande efficacité des mécanismes de lutte existants.
13. La conduite des travaux de l'atelier a été confiée au Dr. **Amadou TALL**.

ORDRE DU JOUR

14. L'ordre du jour tel qu'adopté figure en **Annexe II**.

DEROULEMENT DE TRAVAUX

15. Les travaux se sont déroulés en plénière et diverses présentations ont été faites successivement en vue de mieux appréhender la piraterie maritime sur les plans juridique, économique et social, et de s'enquérir des différentes initiatives de lutte contre ce fléau en Afrique et de leur mise en œuvre.

16. Il s'agit des présentations suivantes :

- **La piraterie maritime en Droit International : Pr. Miloud LOUKILI**

Dans sa présentation, le Pr. Loukili a fait la genèse de la question de la piraterie maritime dans le droit maritime international. Il a ainsi rappelé que c'est sur la base de la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur la haute mer qu'a été codifié le droit coutumier de la piraterie dont les dispositions pertinentes ont été reproduites dans la Convention de Montego Bay (Jamaïque), signée le 10 décembre 1982.

Devant la recrudescence des actes de piraterie dans le Golfe de Guinée, le Conseil de Sécurité a adopté, à l'initiative conjointe de six Etats (Allemagne, France, Gabon, Inde, Nigéria et Royaume Uni), la résolution 2018 du 31 octobre 2011. Cette dernière encourage les Etats de la cette région à s'engager diligemment au sein de leurs organisations internationales à caractère régional dans la lutte contre les actes de piraterie et de vols à main armée en mer, par des actions concertées, dont notamment la mise en place de patrouilles maritimes conjointes.

- **Origine spécifique, nature et étendue de la piraterie maritime en Afrique de l'Ouest : Mr Naji LAAMRICH (COMHAFAT)**

L'exposé du présentateur a montré que les eaux du Golfe de Guinée et de l'Afrique de l'Ouest subissent des actes de piraterie significatifs qui constituent statistiquement une menace sérieuse aussi bien les États de la région que pour la communauté internationale élargie.

Il a aussi indiqué que les États individuellement et les organisations régionales, sous régionales spécialisées ont pris respectivement conscience que la sécurité maritime, y compris la lutte contre la piraterie maritime est un impératif.

Enfin, il a confirmé que ces efforts n'ont pas encore obtenu des résultats probants, comme en témoigne le nombre toujours élevé, d'attaques dans la région.

- **Impacts économiques et fiscaux de la piraterie maritime : Mme Antonia LEROY (OCDE)**

La présentation a porté sur la question des délits à caractère fiscal dans le secteur de la pêche et sur les conséquences de ces délits sur la capacité des gouvernements à générer des recettes pour financer les dépenses publiques et le développement. Les conséquences de ce manque à gagner

sur les pays en développement peuvent être particulièrement graves et saper les efforts entrepris pour promouvoir la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et financer le développement à long terme.

- **Apprendre les leçons et renforcer la confiance: lutte contre la criminalité maritime dans le golfe de Guinée : Dr Alex VINES (Chatham House)**

Après avoir énuméré les impacts et les coûts de la piraterie maritime en Afrique de l'Ouest, le conférencier a exposé quelques propositions concernant :

- La coopération régionale, il s'agit de l'information, de l'analyse, de la coordination et de la gouvernance ;
- Les réseaux d'information régionaux et internationaux fiables, facilitant l'analyse et les conseils qui peuvent offrir une alternative aux opérations coûteuses de surveillance et d'application de la loi, ce qui est crucial dans les pays en développement.

Enfin il a préconisé qu'il est nécessaire de passer progressivement des projets d'aide au développement de durée limitée, à des partenariats réels.

- **La coopération internationale et la dynamique de la sécurité maritime: un focus sur l'Union Africaine, Dr Nelly ISYAGI (UA/BIRA)**

Après avoir rappelé l'intérêt grandissant pour la mer et son "économie bleue" et précisé que près de 90% des importations et exportations du continent transitent par la mer. En outre, elle a indiqué qu'un grand nombre et un nombre important des corridors commerciaux maritimes les plus stratégiques se trouvent dans l'espace maritime africain, la présentatrice a évoqué les diverses initiatives retenues à l'échelle du continent africain pour assurer la sécurité et la sûreté maritimes et le bien être dans ses mers et océans.

- **Piraterie et initiatives prises dans la sous-région COREP : Mr Georges MBA ASSEKO (ANPA)**

Le présentateur a rappelé des initiatives et actions engagées par l'Afrique Centrale visant à créer et mettre en place un cadre collaboratif de lutte contre l'insécurité maritime.

Il s'agit notamment du récent Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine (Lomé 2016), de la Conférence des Chefs d'Etat de Yaoundé (2013), de la création en 2001 de la Commission du Golfe de Guinée ainsi que des résolutions des sommets des Chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), qui ont abouti à l'arrimage de la COREP comme institution spécialisée de la Communauté. Il s'agit aussi de la mise en place dès 2010, des prémisses de l'architecture de Yaoundé relative à la lutte contre la piraterie et l'insécurité maritime.

- **Mécanismes régionaux pour lutter contre les actes de piraterie en Afrique de l'Ouest : Mr Dédi Nadje Seraphin (CPCO)**

Après avoir donné un bref aperçu sur les missions du CPCO, le présentateur a ensuite présenté le task Force de l'Afrique de l'Ouest qui a été créé en 2015 en tant que corps subsidiaire du CPCO par la Conférence des ministres des six États membres. Ce task Force se veut plate-forme qui vise à accroître la coopération dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action régional du CPCO pour combattre la pêche illégale adoptée en 2009.

Le task Force vise à surmonter les obstacles qui entravent le renforcement de la coopération interministérielle, inter institutions et inter-pays à travers:

- La mise en place d'une plate-forme de communication partagée
- La création de nouveaux groupes de travail, impliquant tous les organismes concernés ;
- La tenue des réunions régulières du Groupe de travail et des formations régionales ; et
- Le soutien de toutes les activités de routine via le CPCO et une équipe technique plus large.

- **Actions ICCAT dans le golfe de Guinée. Mr Driss MESKI (ICCAT)**

Le représentant de l'ICCAT a félicité la COMHAFAT pour l'organisation de cette rencontre et a mis en relief les priorités de son organisation en matière de lutte contre les activités INN à l'échelle de l'Atlantique et du Golfe de Guinée en particulier. Il a aussi réitéré la disponibilité de son organisation à collaborer avec les pays membres de la COMHAFAT, afin pour l'éradication d'activités illégales dans la région de l'ICCAT. Il a par la suite, évoqué l'assistance en matière de développement du SCS, qu'apporte l'ICCAT à certains pays de la zone, pour lutter contre les actes illicites et illégaux commis dans les eaux sous juridictions nationales.

- **Aperçu général sur les initiatives de coopération internationale dans la région : Dr. Amadou TALL**

La Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer (CNUDM) est de prime abord le cadre juridique applicable régissant l'enlèvement de l'équipage et le détournement de navires, en ce sens que ces actes peuvent, dans certaines circonstances, relever de la définition de la piraterie de la CNUDM.

La présentation vise à démontrer que les 3 Conventions (la Convention SUA, La Convention contre la prise d'otages et la Convention contre la criminalité transnationale organisée) sont utilisées conjointement avec CNUDM pour établir un cadre juridique efficace pour l'appréhension, la poursuite et la répression des auteurs des actes d'enlèvement d'équipage et de détournement de navires.

En outre, il examine les dispositions de la CNUDM, de la Convention SUA, de la Convention sur les otages et de l'UNTOC, l'applicabilité aux actes d'enlèvement d'équipage et de détournement, puis discuter de la

mesure dans laquelle ces conventions établissent un cadre juridique efficace.

- **Lutte contre la piraterie dans l’océan Indien : Mr Hassani AHAMADA SOILIHI (COI)**

La présentation a porté sur la région de l’Océan Indien et sur les efforts déployés pour lutter contre la piraterie maritime.

Le présentateur a ensuite passé en revue le programme MASE (Sécurité Maritime) dont les deux objectifs sont :

- Objectif global - renforcer la sécurité maritime dans la région ESA-IO, contribuant ainsi à la sécurité mondiale et créer un environnement favorable au développement économique de la région ESA-IO et au-delà.
- Objectif spécifique - renforcer la capacité de la région ESA-IO dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale et du Plan d'action contre la piraterie et pour la sécurité maritime, adopté en octobre 2010 à Maurice.

- **Propositions pour améliorer le cadre institutionnel et opérationnel : Mr. Jan Van HEERTUM**

L’expert a présenté deux études de cas : L’un sur le Département des Interventions Spéciales et l’autre sur l'Organisation "Atlas".

Le contenu de la présentation est inspiré de la longue expérience du présentateur au sein des forces de police des Pays –Bas.

- **Le processus de définition des besoins opérationnels et logistiques et de la formation : Mr. Hamish McDonald OBE**

Le présentateur, a décliné le processus adéquat pour la définition des besoins opérationnels et logistiques et de formation, a même de lutter efficacement contre les crimes en mer. Il a également présenté la méthodologie de la formation, et l'évaluation continue des compétences et l'amélioration des capacités.

- **La formation et le renforcement des capacités comme moyens de lutte efficace contre la piraterie : Mr. Karim COULIBALY (DG/ARSTM)**

Après une présentation de l’Académie Régionale des Sciences et Techniques de la Mer (ARSTM), en tant qu’outil incontournable de formation maritime et en en sécurité et sureté maritimes, au service de toute la région, son Directeur Général a rappelé que le contexte géostratégique des activités maritimes est confronté à trois enjeux majeurs, l’économique, le social et le sécuritaire.

Pour faire face à ces enjeux, le présentateur place l’ARSTM au centre des solutions, en assurant la formation des jeunes aux métiers de la mer et en renforçant les capacités des personnels en matière de lutte contre la criminalité maritime.

- **Pour une coopération régionale cohérente en matière de sécurité maritime : Mr Med SEMLALI (COMHAFAT)**

L'accent a été mis sur l'importance de la coopération régionale en tant que phénomène qui concerne l'ensemble des régions du monde et sur la sécurité, la stabilité et la bonne gouvernance, essentiels pour tout processus développement économique et social.

La coopération régionale qui est nécessairement économique doit aussi concerner le rapprochement entre les hommes et la sécurité aux frontières (terrestres ou maritimes) pour prévenir et/ou lutter contre les menaces à la sécurité maritime.

Dans l'impossibilité de faire face au fléau au niveau d'un Etat, des propositions ont été émises afin de mettre en place une coopération régionale renforcée.

L'ensemble des présentations sont disponibles dans la langue d'origine sur le site web de la COMHAFAT à l'adresse suivante : <http://comhafat.org/fr>

RESULTATS

17. Les présentations et débats ont permis à la réunion de :

- Débattre du phénomène de la piraterie sous l'angle du droit International ;
- Analyser les origines, la nature et l'étendue ainsi que les impacts économiques et sociaux de la piraterie maritime dans les pays de la zone ;
- Passer en revue les initiatives et les mécanismes mis en place dans la région pour lutter contre la piraterie maritime en évoquant les expériences dans d'autres régions (Océan indien) ;
- Formuler des recommandations visant le renforcement et l'amélioration des systèmes existants de lutte contre la piraterie maritime, notamment en termes d'amélioration d'échange d'informations, de coordination et de collaboration, de mutualisation des efforts, de financement et d'opérationnalisation des stratégies nationales et régionales ;

DISCUSSIONS

18. De vives discussions ont suivi les présentations tout au long des différentes sessions. Elles ont permis de relever les points saillants suivants :

- La prise de conscience par la communauté internationale, des risques et dangers de l'insécurité des mers et des océans;
- L'insécurité maritime se confirme comme l'une des menaces majeures à la sécurité et à la stabilité économique de la Région, tant pour les États du littoral que ceux enclavés dans l'arrière-pays ;

- Le caractère négatif des impacts de l'insécurité maritime dans le processus de développement socio-économique des pays, particulièrement en termes de perte d'opportunités d'investissement et d'émigration des populations ;
- La piraterie maritime, reconnue comme étant un problème d'insécurité maritime et devra être combattue à l'aval de toutes les activités douteuses utilisant les espaces maritimes comme la pêche, le commerce et la plaisance ;
- La nécessité de mener une politique préventive axée sur les causes profondes de l'émergence du phénomène ;
- L'existence d'initiatives internationales, continentales et régionales pour lutter contre les actes de piraterie et les vols à main armée commis particulièrement au large des côtes atlantiques africaines ;
- La persistance de ces délits en dépit de la volonté des Etats, illustrée par l'adoption du Code de conduite relatif à la prévention et la répression des actes illicites perpétrés dans l'espace maritime du golfe de Guinée et plus tard de la Charte africaine de Lomé ;
- La complexité de la lutte contre la piraterie et les diverses formes de l'insécurité maritimes, une coopération régionale basée sur la coordination, l'information et la mutualisation des moyens, est préconisée pour éradiquer ce fléau ;
- L'édification de cette coopération régionale est liée à la volonté et à la capacité des États riverains de coopérer entre eux et de solliciter un appui technique et opérationnel, de partenaires étrangers ;
- Les difficultés dans la mise en œuvre et l'opérationnalisation des cadres institutionnels et juridiques ainsi que des programmes de lutte contre la piraterie au niveau régional ;
- La piraterie maritime est à considérer dans sa globalité, en tant que manifestation liée à la sécurité et la sûreté des mers, à la gouvernance et au développement économique et social des pays de la zone ;
- L'approche est préventive, et devra cibler les causes profondes de l'insécurité maritime, selon une démarche globale, intégrant les problématiques de pauvreté, de chômage, de corruption, de sécurité alimentaire et de bonne gouvernance ainsi que le manque de moyens de contrôle et de surveillance des espaces maritimes nationaux ;
- La nécessaire implication des organisations continentales, régionales, sous régionales et les institutions d'intégration économiques chacune à son niveau dans la mise en œuvre d'une coopération régionale de prévention et de lutte contre l'insécurité maritime ;

RECOMMANDATIONS

19. A l'issue de la réunion, les participants ont formulé des recommandations qu'ils ont convenu de consigner sous le titre "Appel de Tanger pour la sûreté et la sécurité dans les espaces maritimes en Afrique" **Annexe III.**

CONCLUSION

20. Dans le cadre des efforts entrepris pour développer les capacités des Etats de la région, les participants ont sollicité de la COMHAFAT, d'initier au titre de l'année 2018, deux activités portant sur cette thématique.

CLOTURE

21. Les travaux de l'atelier ont été déclarés clos à 17 :00.

Annexe I

Liste des Participants

ARSTM Karim COULIBALY  Côte d'Ivoire agretina2000@yahoo.fr coulakar@yahoo.fr	AU-IBAR Nelly ISYAGI  Kenya nelly.isyagi@au-ibar.org
Bénin Kasseau Herman Hector  kasseau75@gmail.com	Cameroun Jean Blaise NGOLLONG NJANGI  jngollong@yahoo.fr
Chatham House Alex VINES  avines@chathamhouse.org	Congo Boniface ESSEA  esseaboni@gmail.com
Côte d'Ivoire	
Cathérine HEMA  hemacathy@yahoo.fr	Kati Franck COULIBALY  kati_franck04@yahoo.fr
COREP Flore WORA  wora.flore@yahoo.fr	CPCO Seraphin DEDI NADJE  sdedi.nadje@yahoo.fr

Gabon/ANPA	
Georges MBA-ASSEKO  gmbasseko@yahoo.com	Jean Yvon ELANGMANE  elangmanepaterne@yahoo.fr
Gambie Musa JAWLA  musajawla5@gmail.com	Ghana Peng-yir NEMORIUS  npengyir@yahoo.com
Guinee Bissau	
Quintino NAMBUNDE  ruimirna@gmail.com	Tomas PEREIRA  tomper119@gmail.com
ICCAT Driss MESKI  driss.meski@iccat.int	
Maroc	
Mohammed DRISSI  drissi@mpm.gov.ma	Jawad BENSOUDA  bensoudaJawad@hotmail.com
Youssef TOUIJAR 	Salah ASSOU  mamoneya-sa@hotmail.com

Youness ASSAL  assal-youness.dmm@gmail.com	Bouchaib IBNETAYEB  b.ibnettayeb@gmail.com
Nigeria Okpe HYACINTH ANEBI  hokpe@yahoo.com	OECD Antonia LEROY  antonia.leroy@oecd.org
RDC Fiston BASUBI BAHATI  fistonbasubi01@gmail.com	Sao tomé et Príncipe Gervásio do Rosário  gerva4@yahoo.com.br
SENEGAL Ndeye sophie SAKHO  ssafiyas@gmail.com; ehmm230306@yahoo.fr	Sierra Leone Hindolo MOMOH  hindomoh@yahoo.co.uk
Consultant	
Miloud LOUKILI  Juriste miloud.loukili@hotmail.fr	Amadou TALL  amadou.tall@gmail.com
Ahamada Soilihi HASSANI  hassani.ahamada-soilihi@coi-ioc.org	Jan van HEERTUM  EMcLachlan@chathamhouse.org

Hamish MCDONALD



h.mcdonald@enkur.co.uk

COMHAFAT

Abdelouahed BENABBOU



benabboucomhafat@gmail.com

Mohammed SEMLALI



semlali@comhafat.org

Abdenaji LAAMRICH



laamrich@comhafat.org

Mohamed HADDAD



haddad.comhafat@gmail.com

Mohamed SADIKI



sadikicomhafat@gmail.com

Hayat ASSARA



hayat.comhafat@gmail.com

Abdelkrim MRABTI



akarim.mrabti@gmail.com

Atsushi ISHIKAWA



a615@ruby.ocn.ne.jp

Annexe II

Ordre du Jour

18 Septembre 2017	
08 :00-09 :00	Enregistrement
09 :00-09 :45	Ouverture - Allocution du représentant du Maroc, pays hôte - Allocution du Représentant de la Côte d'Ivoire, Président de la COMHAFAT - Allocution du SE de la COMHAFAT
09 :45-10 :00	Introduction de la rencontre
10 :00-10 :15	Pause-café
<u>Première session : La piraterie maritime en Afrique</u>	
10:15-12:30	- La piraterie maritime en Droit International: M. Miloud LOUKILI - Origine spécifique, nature et étendue de la piraterie maritime en Afrique de l'Ouest: M. Naji LAAMRICH (COMHAFAT) - Impacts économiques et fiscaux de la piraterie maritime Mme. Antonia LEROY (OCDE)
12 :30-13 :30	Déjeuner
<u>Deuxième session : La lutte et les moyens de résolution des questions de piraterie : des actions isolées à la mutualisation institutionnelle des efforts</u>	
14 :00 -16 :00	- Les efforts déployés par l'Union africaine pour lutter contre la piraterie en Afrique de l'Est et de l'Ouest Dr. Nelly ISYAGI (AU/IBAR) - Apprendre les leçons et renforcer la confiance : lutte contre la criminalité maritime dans le golfe de Guinée : Dr. Alex VINES (Chatham House) - Piraterie et initiatives prises dans la sous-région COREP: M. Georges MBA ASSEKO (Gabon) - Mécanismes régionaux pour lutter contre les actes de piraterie en Afrique de l'Ouest: M. Dédi Nadjé Seraphin (CPCO) - Actions de l'ICCAT dans le Golf de Guinée : M. Driss MESKI, (ICCAT)
16 :00 -16 :15	Pause-café
16 :15-18 :00	La coopération internationale et la dynamique de la sécurité maritime - Aperçu général sur les initiatives de coopération internationale dans la Région M. Amadou TALL - Lutte contre la piraterie dans l'océan Indien M. Hassani AHAMADA SOILIH (COI) - La formation et le renforcement des capacités comme moyens de lutte efficace contre la piraterie : M. Karim COULIBALY (DG/ARSTM) - Discussion
18.00	Fin de la première journée

19 Septembre 2017	
Troisième Session : Pour une lutte plus efficace contre la piraterie en Afrique de l'Ouest	
09 :00-10 :30	- Propositions pour améliorer le cadre institutionnel et opérationnel : M. Jan Van HEERTUM - Le processus de définition des besoins opérationnels et logistiques et de la formation : Mr. Hamish McDonald OBE
10:30- 10:45	Pause-café
10:45-12 :30	- Pour une coopération régionale cohérente pour la sécurité maritime : M. Med SEMLALI (COMHAFAT)
12 :30-13 :30	Déjeuner
Quatrième session: Conclusion et Recommandations	
14:00 – 15:30	- Formulation de recommandations pour une meilleure lutte contre la piraterie dans la zone COMHAFAT
15:30-15:45	Pause-café
15:45-17:00	- Formulation de recommandations pour une meilleure lutte contre la piraterie dans la zone COMHAFAT
17 :00	Fin de la réunion

Annexe III

Appel de Tanger pour la sûreté et la sécurité dans les espaces maritimes en Afrique

- **Réaffirmant** les règles du droit international, particulièrement celles énoncées dans :
 - Les articles pertinents de la Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer (CNUDM, 1982) ;
 - La Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (SUA, 1988) ;
 - La Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS, 1974) ;
 - Le Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires (Code ISPS, 1974/1988) ;
 - Les résolutions 2018 (2011) et 2039 (2012) du Conseil de Sécurité des Nations-Unis, qui appellent à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies régionales, sous régionales et nationales de sûreté et sécurité maritimes ;
- **Considérant** la stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans à l'horizon 2050, adoptée en janvier 2014, faisant du domaine maritime africain l'un des principaux leviers du développement économique et social pour le continent ;
- **Rappelant** les initiatives prises au niveau de l'Afrique pour faire face au problème de la piraterie maritime, en l'occurrence :
 - La charte de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement de l'économie maritime (2016) ;
 - Le Code de conduite de Djibouti relatif la répression des actes de piraterie et des vols à main armée à l'encontre des navires dans l'océan Indien occidental et le golfe d'Aden ;
 - Le Code de conduite relatif à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires, et les activités maritimes illégales en Afrique de l'Ouest et du Centre ;
 - Le Mémoire d'entente entre la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Commission du Golfe de Guinée (GGC) sur la sécurité dans l'espace maritime de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest (2008) ;
- **Se félicitant** de l'adoption des stratégies maritimes intégrées au niveau régional et continental, notamment :
 - La stratégie maritime intégrée de la Communauté économique des

Etats d'Afrique de l'Ouest (Yamoussoukro, le 29 Mars, 2014) ;

- La stratégie maritime intégrée de la Commission du Golfe de Guinée (Malabo, le 10 Août 2013) ;
 - Le protocole d'accord sur la stratégie de sécurisation des intérêts vitaux en mer, en synergie avec la Commission du golfe de Guinée et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Occidentale ; (Kinshasa, le 24 Octobre, 2009) ;
-
- **Préoccupés** par l'ampleur de la piraterie maritime qui constitue une menace sérieuse à la paix et à la stabilité des Etats et un frein au développement et au bien-être aussi bien des populations des pays riverains que celles des pays enclavés ;
 - **Conscients** du fait que le développement économique des Etats de la Région dépend largement de leur capacité à créer des richesses par une gouvernance adéquate de leur espace maritime ;
 - **Conscients** également du rôle important et indispensable des partenaires internationaux dans le renforcement des capacités de ces Etats et des organisations régionales dans la lutte contre la piraterie maritime et autres crimes connexes ;

Les Participants aux journées de réflexion sur la piraterie maritime, réunis à Tanger (Maroc) recommandent :

- 1- De mettre en œuvre les stratégies pour le développement du secteur maritime et d'une "économie bleue" susceptible d'assurer la sécurité alimentaire, l'emploi, la croissance économique inclusive et durable, la prospérité et la stabilité ;
- 2- D'adopter une approche globale en associant toutes les parties prenantes (secteur privé, communautés locales, ONG, etc...) et centrée à la fois sur la sécurité et la sûreté, la gouvernance et le développement durable ;
- 3- De transposer dans les législations nationales, les dispositions des instruments juridiques internationaux relatifs de lutte contre la piraterie maritime, les vols à main armée et les autres activités illicites commises en mer;
- 4- De faciliter l'harmonisation du cadre juridique et institutionnel des Etats de la Région ;
- 5- D'instituer des mécanismes à même de faciliter l'échange d'informations pertinent, efficace et en temps voulu ;
- 6- De développer des programmes de formation communs sur le maintien de la sûreté, de la sécurité et de l'ordre en mer en relation avec les centres de

formation d'excellence dédiés ;

7- De privilégier la mutualisation des moyens de lutte contre la piraterie maritime et les actes illicites en mer, particulièrement dans le domaine de la surveillance du domaine maritime par l'organisation d'opérations conjointes ;

8- De s'inspirer des expériences et de bonnes pratiques des régions du monde ayant fait face à ce phénomène ;

9- D'assurer la coordination entre les différents intervenants dans la lutte contre la piraterie maritime, y compris les autorités fiscales, afin de suivre les flux financiers liés aux activités illicites en mer et à la piraterie maritime ;

10- De garantir un financement pérenne pour l'opérationnalisation des stratégies de lutte contre la piraterie maritime ;

11- D'impliquer les organisations de pêche régionales et sous régionales ainsi que les organisations d'intégration économique dans la lutte contre l'insécurité maritime en Afrique, par la promotion d'une coopération plus soutenue notamment dans la mise en place d'architectures inter-régionales.

Les Participants

Tanger, le 19 Septembre 2017



DRAFT REPPORT

LA CONFERENCE MINISTERIELLE POUR LA COOPERATION
HALIEUTIQUE ENTRE LES ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE
L'OCEAN ATLANTIQUE



MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION
AMONG AFRICAN STATES BORDERING
THE ATLANTIC OCEAN

**La piraterie maritime au large du littoral atlantique
africain : Ampleur et perspectives pour une lutte plus efficace**

**Maritime piracy off the African Atlantic coastline: Extent
and prospects for a more effective fight**

18-19 Septembre 2017, Tanger, Maroc

Tangier (Morocco), 18-19 September 2017

INTRODUCTION

1. A Think Tank meeting on “**Maritime piracy off the African Atlantic coast: Extent and prospects for a more effective fight**”, was held from 18 to 19 September 2017 in Tangier (Morocco).
2. The following have participated in this meeting :
 - The delegates of Member States: Cameroun, Congo, Cote d’Ivoire, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea Bissau, Guinea, Equatorial Guinea, Morocco, Nigeria, Democratic Republic of Congo, Sao Tome and Principe, Senegal, Sierra Leone.
 - The following regional, sub-regional organizations and institutions:
 - The African Union, Inter-African Bureau Animal Resources (AU / IBAR);
 - The Indian Ocean Commission (IOC);
 - The Committee of Fisheries for the Western Center of Gulf of Guinea (FCWC);
 - The Regional Fisheries Commission of the Gulf of Guinea (COREP)
 - The Organization for Economic Co-operation and Development (OECD);
 - The International Commission for the Conservation of Atlantic Tunas (ICCAT) ;
 - The Regional Academy of Sea Sciences and Techniques (ARSTM) of Abidjan;
 - The Institute for Policy and International Affairs London Chatham House .
 - Independent experts in international maritime law and the fight against maritime piracy operations.

The list of participants appears in **Appendix I**.

OPENING CEREMONY

3. Opening the session **Mr Mohamed Drissi**, on behalf of the Minister for Agriculture, Maritime Fisheries, Rural Development and Water and Forests, welcomed the representatives of the ATLAFCO member States and all participants in this Think Tank meeting.
4. He then highlighted that in the field of maritime safety, Morocco is coordinating rescue operations within the national zone and the North and West Africa region. The Department of Maritime Fisheries is entrusted with the conduct of this mission in accordance with the responsibilities of Morocco at the national, regional and international level.
5. **Mrs. Cathérine HEMA** on behalf of **Mr.Kobenan Kouassi ADJOUMANI**, Minister for Animal and Fish Resources of the Republic

of Côte d'Ivoire and current president of ATLAFCO welcomed all participants.

6. She then, emphasized the special attention given to maritime piracy while reiterating the importance of the Gulf of Guinea with its vast oil, fisheries and living resources, that deserved every effort to secure browsing these waters routes.
7. To conclude, she congratulated ATLAFCO for this initiative and declared open the proceedings of the workshop.
8. **Mr. Abdelouahed BENABBOU**, Executive Secretary of ATLAFCO, thanked the Moroccan authorities through **Mr. Aziz AKHANNOUCH**, Minister of Agriculture and Fisheries of Morocco, for his constant support to ATLAFCO and his continued commitment to fisheries cooperation in Africa.
9. He thanked Côte d'Ivoire for its ATLAFCO distinguished presidency, OFCF for its support and assistance, as well as sub-regional organizations for their cooperation.
10. He also recalled that these days of reflection are part of ATLAFCO's plan of action for 2017. They are intended to contribute to the efforts of the international community to make seas and oceans safe spaces, suitable for development of the coastal countries and beyond.
11. To introduce the theme of the meeting, he mentioned that despite the enormous potential of a coastline of over 14,000km, ATLAFCO region still faces many threats, the most visible of which is piracy, which seriously affects the socio-economic contribution of maritime activities.
12. The aim of these days of reflection is to promote an exchange of information on maritime piracy and on the solutions to be developed in order to make the existing fighting mechanisms more efficient.
13. The conduct of the workshop was entrusted to **Dr. Amadou TALL**.

AGENDA

14. The agenda as adopted appears in **Appendix II**.

WORK PROGRAM

15. The work took place in plenary and various presentations were made successively in order to better understand legal, economic and social aspects of maritime piracy and to inquire into different initiatives to combat this scourge in Africa and to their implementation.

16. These are the following presentations:

- **Maritime piracy in International Law: Pr. Miloud LOUKILI**

In his presentation Prof. Loukili described the issue of maritime piracy in international maritime law. He recalled that it was on the basis of the Geneva Convention of 29 April 1958 on the high seas that has been codified customary law of piracy, the relevant provisions have been reproduced in Montego Bay Convention (Jamaica), signed in December 10, 1982.

Given the resurgence of piracy in the Gulf of Guinea, the Security Council adopted, on the joint initiative of six States (Germany, France, Gabon, India, Nigeria and the United Kingdom), the resolution 2018 of 31 October 2011. The latter encourages the States of the Region to engage diligently in their international organizations of a regional character in the fight against acts of piracy and armed robbery at sea, through concerted actions, including the establishment of joint maritime patrols.

- **Specific origin, nature and extent of maritime piracy in West Africa: Mr. Naji LAAMRICH (ATLAFCO))**

The presenter showed that the waters of the Gulf of Guinea and West Africa are experiencing significant acts of piracy that constitute a serious statistical threat both to the States of the Region and to the wider international community.

He also pointed out that individual States and regional, sub-regional, specialized organizations were aware that maritime security, including the fight against maritime piracy, was an imperative.

Finally, he confirmed that these efforts have not yet achieved convincing results, as evidenced by the still high number of attacks in the region.

- **Economic and fiscal Impacts of maritime piracy : Ms. Antonia LEROY (OECD)**

The presentation focused on the issue of offenses of a fiscal nature in the fisheries sector and the consequences of these offenses on the ability of governments to generate revenues to finance public expenditure and development. The consequences of this shortfall on developing countries can be particularly severe and undermine efforts to promote food security, reduce poverty and finance long-term development.

- **Learning Lessons and Building Up Trust: Combating maritime crime in the Gulf of Guinea: Dr Alex VINES (Chatham House)**

After listing the impacts and costs of maritime piracy in West Africa, the speaker outlined some proposals for:

- Regional cooperation is about information, analysis, coordination and governance;

- Reliable regional and international information networks, facilitating analysis and advice that can provide an alternative to expensive surveillance and enforcement operations, which is crucial in developing countries.

Finally, he advocated the need for a gradual transition from limited development aid projects to real partnerships.

International cooperation and the dynamics of maritime security: a focus on African Union, Dr Nelly ISYAGI (AU/IBAR)

After recalling the growing interest in the sea and its "blue economy" and pointing out that nearly 90 per cent of the continent's imports and exports are transiting through the sea, she indicated that a large number of the most strategic maritime trade corridors are in the African maritime space, the presenter spoke about the various initiatives adopted on the African continent to ensure maritime safety and security and its welfare in its seas and oceans.

- Piracy and Initiatives taken in COREP sub region: Mr. Georges MBA ASSEKO (ANPA)

The presenter reminded initiatives and actions taken by Central Africa to create and establish a collaborative framework against maritime insecurity.

These include the recent Extraordinary Summit of the African Union (Lomé 2016), the Yaoundé Conference of Heads of State (2013), the establishment in 2001 of the Gulf of Guinea Commission and the resolutions of the summits of the Heads of State of the Community of Central African States (ECCAS), which resulted in COREP as the specialized agency of the Community. It is also the establishment in 2010 of the premises of Yaoundé architecture relating to the fight against piracy and maritime insecurity.

- Regional mechanisms to combat acts of piracy in West Africa Mr. Dédi Nadje Seraphin (FCWC)

After giving a brief overview of the FCWC's missions, the presenter introduced the West African Task Force which was established in 2015 as a subsidiary body of the FCWC by the Conference of Ministers of the six Member States. This Task Force aims to increase cooperation in the implementation of the FCWC Regional Action Plan to combat illegal fishing adopted in 2009.

The Task Force aims to overcome the obstacles hampering the strengthening of inter-ministerial, inter-agency and inter-country cooperation through:

- The establishment of a shared communication platform
- The creation of new working groups, involving all relevant bodies;
- Regular meetings of the Working Group and regional bodies; and
- Support to all routine activities through the FCWC and a broader technical team.

- **ICCAT Actions in the Gulf of Guinea. Mr Driss MESKI (ICCAT)**

The representative of ICCAT congratulated ATLAFCO for organizing this meeting and highlighted the priorities of his organization in the fight against IUU activities across the Atlantic and the Gulf of Guinea in particular. He also reiterated the readiness of his organization to work with ATLAFCO members for the eradication of illegal activities in the area of ICCAT. He then referred to the MCS development assistance provided by ICCAT to certain countries in the area to combat illegal acts committed in waters under national jurisdiction.

- **General Overview of international cooperation initiatives in the region: Dr. Amadou TALL**

The United Nations 1982 Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) is at first sight the applicable legal framework governing the removal of crews and the diversion of ships, in the sense that such acts may, in certain circumstances, fall within the UNCLOS definition of piracy.

The presentation is intended to demonstrate that the 3 Conventions (the SUA Convention, the Hostage-taking Convention and the Organized Transnational Crime Convention) are used in conjunction with UNCLOS to establish an effective legal framework for the apprehension, prosecution and the punishment of perpetrators of acts of kidnapping and the diversion of ships.

In addition, it reviews the provisions of UNCLOS, the SUA Convention, the Convention on Hostages and UNTOC, the applicability to acts of kidnapping and hijacking, and discusses the extent to which these conventions establish an effective legal framework

- **Indian Ocean combating piracy cooperation : Mr. Hassani AHAMADA SOILIHI (IOC)**

The presentation focused on the Indian Ocean region and on efforts to combat maritime piracy.

The presenter then reviewed the MASE (Maritime Safety) program, with two objectives:

- Overall objective - to enhance maritime security in the ESA-IO region, thereby contributing to global security and creating an enabling environment for economic development in the ESA-IO region and beyond.
- Specific objective - to strengthen the capacity of the ESA-IO region in the implementation of the Regional Strategy and the Action Plan against piracy and maritime safety, adopted in October 2010 in Mauritius.

- **Proposals for improving the institutional and operational framework: Mr. Jan Van HEERTUM**

The expert presented two case studies: One on the Department of Special Interventions and the other on the "Atlas" Organization.

The content of the presentation is inspired by the experience of the presenter in the Dutch police forces.

- **The process of defining operational and logistical needs and training Mr. Hamish McDonald OBE**

The presenter has developed the appropriate process for defining operational, logistical and training needs and even effectively tackling crimes at sea. He also presented the training methodology and the ongoing assessment of skills and competencies and capacity building.

- **Training and capacity building as an effective means of combating piracy: Mr. Karim COULIBALY (DG/ARSTM)**

Following a presentation by the Regional Academy of Marine Sciences and Techniques (ARSTM), as an indispensable tool for maritime training and maritime security and safety, serving the entire region, the Director General reminded geostrategic context of maritime activities is confronted with three major issues, the economic, the social and the security.

To address these challenges, the presenter places the ARSTM at the center of the solutions, by providing training for young people in the maritime professions and by strengthening the capacities of the personnel in the fight against maritime crime.

- **For a coherent regional co-operation on maritime safety: Mr. Med SEMLALI (ATLAFCO)**

Emphasis was placed on the importance of regional cooperation as a phenomenon that affects all regions of the world and on security, stability and good governance, which are essential for any process of economic and social development.

Regional co-operation, which is necessarily economic, must also involve the rapprochement between men and border (land and maritime) security in order to prevent and / or combat threats to maritime safety.

Since it was impossible to cope with the scourge at the level of a State, proposals were put forward in order to establish enhanced regional cooperation.

All presentations are available in the original language on the ATLAFCO website at the following address:

<http://comhafat.org>

RESULTS

17. Presentations and debates enabled the meeting to :

- Discuss the phenomenon of piracy in terms of International law;

- Analyze the origins, nature and extent and the economic and social impacts of maritime piracy in the countries of the area ;
- Review the initiatives and mechanisms in the region to fight against piracy, referring to the experience in other regions (Indian Ocean) ;
- Formulate recommendations aimed at strengthening and improving existing systems to combat maritime piracy, in particular in terms of improved information exchange, coordination and collaboration, pooling of efforts, financing, operationalization of national and regional strategies;

DISCUSSIONS

18. Lively discussions followed the presentations throughout the sessions.

They highlighted the following prominent points:

- The maritime insecurity is confirmed as one of the major threats to the security and economic stability of the region, both for the littoral states as those in landlocked hinterland ;
- The negative character of the impacts of maritime insecurity is confirmed in the process of socio-economic development of countries, particularly in terms of loss of investment opportunities and migration of populations ;
- Maritime piracy, recognized as a problem of maritime insecurity and will be fought downstream of any questionable activities using maritime areas such as fishing, trade and pleasure;
- The need to carry out a preventive policy focusing on the root causes of the emergence of the phenomenon;
- The existence of international, continental and regional initiatives to combat acts of piracy and armed robbery committed particularly off the Atlantic coast of Africa;
- The persistence of these offenses despite the will of the States, illustrated by the adoption of the Code of Conduct on the Prevention and Suppression of Unlawful Acts perpetrated in the maritime area of the Gulf of Guinea and later the African Charter of Lomé;
- The complexity of a fight against piracy and the various forms of maritime insecurity, regional cooperation based on coordination, information and pooling resources is recommended to eradicate this scourge ;
- The elaboration of this regional cooperation is linked to the willingness and capacity of the bordering States to co-operate with each other and to request technical and operational support from foreign partners;
- Difficulties in the implementation and operationalization of institutional and legal frameworks and anti-piracy programs at regional level;
- Maritime piracy should be considered in its globality as an event related to the safety and security of the seas, governance and the economic and social development of the countries of the zone;
- The approach is preventive and should address the root causes of maritime insecurity in a comprehensive manner, integrating poverty, unemployment,

corruption, food security and good governance issues, as well as the lack of control and surveillance of national maritime areas;

- The need for the involvement of continental, regional and sub - regional organizations and economic integration institutions at each level in the implementation of regional cooperation for the prevention and fight against maritime insecurity;

RECOMMENDATIONS

- 19.** At the end of the meeting, the participants made recommendations which they agreed to keep under the title "Tangier Appeal for Safety and Security in Marine Spaces in Africa" **Appendix III**

CONCLUSION

- 20.** As part of efforts to develop the capacity of states in the Region, participants have asked ATLAFCO, to initiate in respect of the year 2018, two activities related to this theme.

CLOSING

- 21.** The meeting was declared closed at 17.00.

Appendix I

List of participants

ARSTM Karim COULIBALY  Côte d'Ivoire agretina2000@yahoo.fr coulakar@yahoo.fr	AU-IBAR Nelly ISYAGI  Kenya nelly.isyagi@au-ibar.org
Bénin Kasseau Herman Hector  kasseau75@gmail.com	Cameroun Jean Blaise NGOLLONG NJANGI  jngollong@yahoo.fr
Chatham House Alex VINES  avines@chathamhouse.org	Congo Boniface ESSEA  esseaboni@gmail.com
Côte d'Ivoire	
Cathérine HEMA  hemacathy@yahoo.fr	Kati Franck COULIBALY  kati_franck04@yahoo.fr
COREP Flore WORA  wora.flore@yahoo.fr	CPCO Seraphin DEDI NADJE  sdedi.nadje@yahoo.fr

Gabon/ANPA	
Georges MBA-ASSEKO  gmbasseko@yahoo.com	Jean Yvon ELANGMANE  elangmanepaterne@yahoo.fr
Gambie Musa JAWLA  musajawla5@gmail.com	Ghana Peng-yir NEMORIUS  npengyir@yahoo.com
Guinee Bissau	
 Quintino NAMBUNDE ruimirna@gmail.com	 Tomas PEREIRA tomper119@gmail.com
ICCAT Driss MESKI  driss.meski@iccat.int	
Morocco	
Mohammed DRISSI  drissi@mpm.gov.ma	Jawad BENSOUDA  bensoudaJawad@hotmail.com
Youssef TOUIJAR 	Salah ASSOU  mamoneya-sa@hotmail.com

Youness ASSAL  assal-youness.dmm@gmail.com	Bouchaib IBNETAYEB  b.ibnettayeb@gmail.com
Nigeria Okpe HYACINTH ANEBI  hokpe@yahoo.com	OECD Antonia LEROY  antonia.leroy@oecd.org
RDC Fiston BASUBI BAHATI  fistonbasubi01@gmail.com	Sao tomé et Príncipe Gervásio do Rosário  gerva4@yahoo.com.br
SENEGAL Ndeye sophie SAKHO  ssafiyas@gmail.com; ehmm230306@yahoo.fr	Sierra Leone Hindolo MOMOH  hindomoh@yahoo.co.uk
Consultant	
Miloud LOUKILI  Juriste miloud.loukili@hotmail.fr	Amadou TALL  amadou.tall@gmail.com
Ahamada Soilihi HASSANI  hassani.ahamada-soilihi@coi-ioc.org	Jan van HEERTUM  EMcLachlan@chathamhouse.org

Hamish MCDONALD



h.mcdonald@enkur.co.uk

ATLAFCO

Abdelouahed BENABBOU



benabboucomhafat@gmail.com

Mohammed SEMLALI



semlali@comhafat.org

Abdenaji LAAMRICH



laamrich@comhafat.org

Mohamed HADDAD



haddad.comhafat@gmail.com

Mohamed SADIKI



sadikicomhafat@gmail.com

Hayat ASSARA



hayat.comhafat@gmail.com

Abdelkrim MRABTI



akarim.mrabti@gmail.com

Atsushi ISHIKAWA



a615@ruby.ocn.ne.jp

Appendix II

Agenda

Think Tank meeting “Maritime piracy off the African Atlantic coast: Extent and prospects for a more effective fight”

Tangier, 18-19 September 2017

18 September 2017	
08 :00-09 :00	Registration
09 :00-09 :45	- Opening of the meeting - Address by the Representative of Morocco, host country - Address by the Representative of Cote d’Ivoire, President of ATLAFCO - Address by the Executive Secretary of ATLAFCO
09 :45-10 :00	Introduction of the meeting
10 :00-10 :15	Coffee break
<u>1st Session:</u> Maritime piracy in Africa	
10:15-12:30	- Maritime piracy in international law: Mr. Miloud LOUKILI - Specific origin, nature and extent of maritime piracy in West Africa: Mr. LAAMRICH (ATLAFCO) - Fiscal and economic impacts of maritime piracy: Mme. Antonia LEROY (OECD)
12 :30-13 :30	Lunch
<u>2nd Session:</u> The fight and means of solving piracy issues: from isolated actions to institutional pooling of efforts	
14 :00 -16 :00	- International cooperation and the dynamics of maritime security: a focus on African Union Dr. Nelly Isyagi (AU/IBAR) - Learning Lessons and Building Up Trust: Combating maritime crime in the Gulf of Guinea: Dr. Alex VINES (Chatham House) - Piracy and Initiatives taken in COREP sub region: Mr. Georges MBA ASSEKO (Gabon) - Regional mechanisms to combat acts of piracy in West Africa: Mr. Dédi Nadjé Seraphin (FCWC) - ICCAT Actions in the Gulf of Guinea Mr. Driss MESKI (ICCAT) - Discussion
16 :00 -16 :15	Coffee break
16 :15-18 :00	International cooperation and the dynamics of maritime security - General Overview of international cooperation initiatives in the region Dr. Amadou TALL - Indian Ocean combating piracy cooperation Mr. Hassani AHAMADA SOILIHI (IOC) - Training and capacity building as a an effective means of combating piracy Mr. Coulibaly Karim (DG/ARSTM) - Discussion

18.00	End of the first day
19 September 2017	
<u>3rd Session:</u> For a more effective fight against piracy in West Africa	
09 :00-10 :30	- Proposals for improving the institutional and operational framework: Mr. Jan Van Heertum - The process of defining operational and logistical needs and training: Mr. Hamish McDonald OBE
10:30- 10:45	Coffee break
10 :45-12 :30	- For a coherent regional cooperation for maritime security: Mr. Med SEMLALI (ATLAFCO)
12 :30-13 :30	Lunch
<u>4th session:</u> Conclusion and Recommendations	
14:00-15:30	Formulation of recommendations for better fight against piracy in the ATLAFCO area
15:30-15:45	Coffee break
15:45-17:00	Formulation of recommendations for better fight against piracy in the ATLAFCO area
17 :00	End of the meeting

Appendix III

Tangier's call for safety and security in maritime spaces in Africa

- **Reaffirming the rules of international law, particularly those set out in :**
 - Relevant articles of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS, 1982);
 - The Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation (SUA, 1988);
 - International Convention for the Safety of Life at Sea (SOLAS, 1974);
 - The International Code for the Security of Ships and Port Facilities (ISPS Code, 1974/88);
 - United Nations Security Council resolutions 2018 (2011) and 2039 (2012), calling for the development and implementation of regional, subregional and national maritime safety and security strategies;
- **Considering** the Integrated African Strategy for Seas and Oceans by 2050, adopted in January 2014, making the African maritime domain one of the main levers of economic and social development for the continent;
- **Recalling** the initiatives taken at the level of Africa to deal with the problem of maritime piracy, in this case:
 - The African Union Charter on Maritime Safety and Security and the Development of the Maritime Economy (2016);
 - The Djibouti Code of Conduct for the Suppression of Piracy and Armed Robbery of Ships in the Western Indian Ocean and the Gulf of Aden;
 - The Code of Conduct for the Suppression of Piracy, Armed Robbery of Vessels and illegal maritime activities in West and Central Africa;
 - The Memorandum of Understanding between the Economic Community of Central African States (ECCAS), the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Gulf of Guinea (GGC) Commission on Security in the Central and West African Maritime Space (2008);
- **Welcoming** the adoption of integrated maritime strategies at regional and continental levels, including:
 - The integrated maritime strategy of the Economic Community of West African States (Yamoussoukro, 29 March, 2014);
 - The integrated maritime strategy of the Gulf of Guinea Commission (Malabo, 10 August 2013);
 - The Memorandum of Understanding on the strategy for securing

vital interests at sea, in synergy with the Gulf of Guinea Commission and the Economic Community of West African States; (Kinshasa, October 24, 2009);

- **Worried** about the extent of maritime piracy, which constitutes a serious threat to the peace and stability of States and a brake on the development and well-being of both the peoples of the riparian countries and those of the landlocked countries;
- **Conscious** that the economic development of the States of the Region depends largely on their ability to create wealth through adequate governance of their maritime space;
- **Knowing** also the important and indispensable role of international partners in building the capacity of these States and regional organizations in the fight against maritime piracy and other related crimes;

The participants in the maritime piracy reflection days, gathered in Tangiers (Morocco), recommend:

- 1- To implement strategies for the development of the maritime sector and a "blue economy" capable of ensuring food security, employment, inclusive and sustainable economic growth, prosperity and stability;
- 2- To adopt a global approach by involving all stakeholders (private sector, local communities, NGOs, etc.) and focusing on both security and safety, governance and sustainable development;
- 3- To alter into national legislation the provisions of international legal instruments relating to the fight against maritime piracy, armed robbery and other illegal activities committed at sea;
- 4- To facilitate the harmonization of the legal and institutional framework of the States of the Region;
- 5- To establish mechanisms to facilitate the exchange of relevant, effective information timely;
- 6- To develop common training programs on the keeping of safety, security and order at sea, in relation with concerned training centers of excellence;
- 7- To favor the pooling of means to combat maritime piracy and illegal acts at sea, particularly in the field of maritime surveillance by organizing joint operations;

- 8- To learn from the experiences and good practices of the regions of the world that have faced this phenomenon;
- 9- To ensure coordination between the various parties involved in the fight against maritime piracy, including the tax authorities, in order to monitor the financial flows associated with illegal activities at sea and maritime piracy;
- 10- To ensure sustainable financing for the operationalization of strategies to combat maritime piracy;
- 11- To involve regional and sub-regional fisheries organizations and economic integration organizations in the fight against maritime insecurity in Africa, by promoting more sustained cooperation, in particular in the development of inter-regional architectures.

The Participants

Tangier, 19 September 2017